Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 11

Artikel: Les syndicats et la transformation de l'économie
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383990

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

italiens, espagnols, suédois, finlandais et turcs, qui dans chacun de ces pays effectuent le même travail, avec les mêmes machines, les mêmes outils et avec les mêmes procédés. Selon le chef des établissements Ford, Sir Percival *Perry*, c'est au Danemark, où les salaires sont les plus hauts que le « coût-minutes » est le plus bas. En Belgique, par contre, où les salaires sont les plus bas, le « coût-minutes » est le plus élevé. « Il ne s'agit pas ici d'une comparaison fortuite et sans portée. De semaine en semaine, et de mois en mois, les données numériques viennent corroborer ces faits. »

Les expériences faites dans divers pays industriels et que nous venons de relater, prouvent suffisamment que les hauts salaires, qui sont synonymes de grand pouvoir d'achat, sont la *bénédiction de l'humanité* et du progrès culturel. Ils sont également la force motrice de l'économie. Dans la crise actuelle, il s'avère impossible de consommer tous les produits alimentaires et les matières premières amoncelés et toutes les marchandises livrées par les fabriques. Un niveau élevé des salaires pourrait également maintenir le niveau de l'économie très haut. Il existe dans l'économie mondiale quelques oasis dans lesquels on pourrait comme autrefois maintenir très haut le standard de vie. Il en est ainsi de la Suisse. Si les salaires que l'on paye en Suisse devaient être sensiblement réduits, les ouvriers des autres pays en subiraient le contre-coup. L'aggravation du standard de vie d'un pays ou de l'autre portera toujours préjudice à l'économie mondiale.

Les syndicats et la transformation de l'économie.

L'article publié sous ce titre dans le numéro 10 de la *Revue syndicale* nous a valu diverses critiques de la part de nos adversaires comme de personnes de notre camp. Dans la presse radicale a paru un article, sous des titres très différents, provenant probablement de la presse moyenne, qui, dans le style dont cette agence est coutumière, vitupère le mouvement ouvrier. Il suffit de rétablir la grossière erreur sur laquelle repose cette attaque pour réduire toute son argumentation à néant. Les faits sont présentés de manière à laisser supposer que notre article paru dans le numéro de septembre aurait été rédigé à la suite de la situation politique actuelle et qu'il sous-entendrait de la « méfiance » à l'égard du socialisme. Cela est absolument faux. Les idées émises dans notre exposé ne sont pas le fruit d'expériences qui datent d'aujourd'hui. Nous les émettions il y a 10 ans déjà. Qu'il nous suffise de rappeler un article paru dans la *Rote Revue* du mois d'octobre 1925, qui reproduisait un extrait d'une vaste étude sur le problème de la socialisation. Cette étude cite même des con-

ceptions semblables de la part de théoriciens socialistes en ce qui concerne la transformation de l'économie. Actuellement, nous pourrions citer d'autres savants comme témoins. C'est donc très calmement que nous attendons la débâcle que nous prédisent ces journaux. Nous ne nous donnerons du reste pas la peine de répondre au correspondant de la presse radicale, car son article ne contient pas une seule objection, voire même pas un argument discutable.

Nous avons en outre pris connaissance de l'article d'un collègue qui trouve probablement que les syndicats font fausse route en envisageant la transformation de l'économie comme ils le font. Les idées qu'il émet sont à un tel point ce que nous entendions combattre par notre article du mois de septembre, que nous citons certains passages afin de bien démontrer en quoi résident les différences et les erreurs.

> 1° « Il n'est pas exact que la libre concurrence a donné lieu aux crises économiques. Ce qui prouve que la suppression ou la limitation de la concurrence ne suffisent pas à elles seules à éliminer la crise, c'est que la forme actuelle de l'économie privée, en particulier le capitalisme monopolisateur avec ses trusts et ses cartels, n'a pas pu empêcher la crise, au contraire, elle sévit avec plus d'acuité qu'auparavant. La cause réelle de la crise réside dans le caractère spécial de l'ordre économique capitaliste, c'est-à-dire dans les ressorts qui l'animent, l'appât du gain. »

Cette théorie, qui attribue la crise à l'appât du gain, va insuffisamment au fond des causes dont découle la crise et c'est pourquoi ses conclusions sont fausses. Ce n'est pas l'appât du gain à lui seul qui est la raison déterminante du marasme, mais l'anarchie qui règne dans l'économie, le manque d'une organisation de l'économie nationale et mondiale. Les cartels et les trusts ne changent rien à cet état de choses, car en fait ils ne cherchent à réglementer la production que sur un terrain très limité. En principe le développement de l'économie est encore toujours livré à lui-même, c'est-à-dire à l'arbitraire de certains chefs d'entreprises. C'est pourquoi il se produit périodiquement des malentendus entre la production et la demande dans diverses parties de l'économie, des malentendus dans le déploiement des diverses branches économiques. Cela crée des complications et mène à la crise.

En théorie, on peut admettre que dans une économie où l'appât du gain du capitalisme privé n'existe pas, du fait qu'il n'y a que des entreprises coopératives, les crises sont tout de même possibles, car ces entreprises vivent et s'administrent par elles-mêmes, sans organisation économique collective. Mais on peut admettre également d'un autre côté qu'un régime, dans lequel les chances de profit demeurent, soit organisé selon un plan économique, du fait que le tout est soumis à une puissance capitaliste monopolisatrice ou que les différents groupes capitalistes se sont

ralliés à une organisation collective de l'économie. Il se pourrait que ce moyen fasse échec, du fait des intérêts opposés des divers groupes. Cela est possible, mais non pas prouvé. Quoi qu'il en soit ces considérations démontrent que les crises ne sont pas nécessairement en corrélation avec l'appât du gain, parce qu'elles sont précisément une conséquence logique d'une économie insuffisamment ou même pas du tout organisée.

Le capitalisme cause de graves préjudices au mouvement ouvrier par l'exploitation (profit), d'une part, et d'autre part par l'anarchie de l'économie (crise). Le but poursuivi par le mouvement ouvrier doit donc être la suppression de cette exploitation et de cette anarchie économique. Mais, malgré cela, on ne saurait conclure que la crise et l'exploitation dépendent étroitement l'une de l'autre.

> 2° « Le salaire et le traitement formant également une partie du prix de revient, les patrons cherchent par tous les moyens à maintenir le revenu du travail du personnel aussi bas que possible.
>
> Le pouvoir d'achat des travailleurs croît en proportion des prix des marchandises. Mais la production de l'économie privée ayant la tendance d'élever les prix et de réduire les salaires, elle entraîne ainsi la baisse du pouvoir d'achat, tandis que d'un autre côté la production augmente quantitativement. D'un côté on produit de plus en plus, et de l'autre on consomme de moins en moins. Cet état de choses crée infailliblement une disproportion entre la production et la consommation, au point que pour finir les marchandises entassées en stock ne peuvent plus se vendre; la crise sévit ensuite et avec elle le chômage. »

Ce point de vue est à la base de la théorie primitive du pouvoir d'achat sur laquelle les adversaires ont l'habitude de s'acharner afin de prouver que la théorie du pouvoir d'achat est fausse. Les salaires bas ne suffisent pas à eux seuls à déclencher une crise, car les travailleurs ne sont pas les seuls à jouir du pouvoir d'achat. Le bénéfice représente également une capacité d'achat, mais sous une autre forme, c'est-à-dire qu'il demande d'autres marchandises. Mais si la production est en rapport avec cette demande, il n'y aura pas de crise. L'équilibre de l'économie est alors rompu par la différence qui existe entre la production des articles de masses et l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs (lequel représente précisément la demande d'articles de masses). A ce moment-là, mais moyennant cette seule exception, il est exact que les salaires bas et la pression exercée sur les salaires sont des causes de crise. Ce ne sont pas les causes uniques de la crise. Mais le fait que la baisse des salaires ne supprime pas la crise, qu'elle l'aggrave au contraire, est encore autre chose.

3° « Il vaut la peine de faire ressortir ici que la crise actuelle se distingue des crises précédentes par le fait qu'elle est spécifiquement une crise de l'économie capitaliste. Car il n'y a plus moyen de conquérir de nouveaux débouchés et dans tous les pays la production est développée à un tel point que les marchés, dans les conditions sociales actuelles, ne veulent plus rien accepter. Une très grande partie de l'appareil de production est actuellement immobile, des stocks matières premières sont anéanties et il n'y a plus moyen à l'heure actuelle de liquider la crise et le chômage dans le cadre de l'ordre économique du moment et d'admettre la poursuite du développement de la technique et de l'économie. Ce ne sont là nullement des opinions privées, ni une théorie, mais une constatation qui peut être prouvée par les lois de l'ordre économique actuel et par n'importe quelle personne qui peut et veut bien penser logiquement. »

Malgré cela, force nous est de constater que l'opinion, selon laquelle la crise actuelle serait la dernière du régime capitaliste, est une *affirmation tout gratuite.* Qu'il en soit ainsi ou autrement, peu nous chaut, mais il est un fait avéré que rien jusqu'à présent n'est venu fournir la preuve de cette affirmation.

Il est absolument faux de prétendre qu'il n'y a plus de nouveaux marchés à conquérir. Le monde recèle encore d'immenses domaines qui n'ont pas été mis en valeur. Mais même sans cela l'expansion de l'économie capitaliste est due dans une mesure beaucoup plus forte au développement des débouchés intérieurs qu'à la conquête de nouvelles colonies. Ces marchés intérieurs à leur tour pourraient s'élargir, à condition que l'équilibre entre la production et la consommation soit établi sur un niveau quelconque.

Le point de vue se rapportant à la fin de la crise du capitalisme, repose sur une interprétation tout à fait fausse de la théorie de Karl Marx dans son ouvrage « Le Capital », du célèbre passage où il est question de la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste. Il faut bien se rendre compte que ce passage n'est pas une théorie, ni une science, mais une prophétie. Il est peu probable que Marx lui-même ait cru à cette réalisation schématique. Il était bien trop intelligent pour cela. Son intention était bien plus de signaler le nouveau développement économique qui devait se produire. C'est alors que d'aucuns ont cru à une transformation nécessaire, quasi mécanique qui se manifesterait tout d'abord sous forme d'une très grave crise économique. La chose n'est pas possible en elle-même, car un système économique ne se « transforme » pas comme un appareil gouvernemental peut passer entre d'autres mains. Il n'existe pas de *révolution économique* — toute l'histoire de l'économie en fait preuve — mais un *développement,* une transfor-

mation lente et graduelle qui s'accomplit et qui se manifeste sous forme de métamorphose des conceptions et des habitudes de l'homme et d'évolution des institutions sociales. Dans cet ordre d'idées, le capitalisme ne saurait sortir de cette crise dans le même état qu'il y est entré.

4° L'article conclut en disant que « *l'économie dirigée et l'économie privée sont inconciliables.* L'économie dirigée est aussi bien une transformation complète et une organisation unifiée de toute l'économie ». Ce qui revient à dire qu'une « économie dirigée ne peut être qu'une économie dirigée socialiste ».

« Nous venons donc de dire qu'une économie dirigée ne peut être qu'une économie dirigée socialiste. Il est donc clair que l'économie dirigée entraîne nécessairement la transformation complète des conditions sociales et politiques. Si l'on ne veut pas supporter ces conséquences, tout effort tendant à la réalisation d'une économie dirigée s'avère vain, comme le prouve l'échec de l'expérience de Roosevelt. »

Ce sont là également des affirmations tout gratuites, dont aucune preuve n'a été fournie jusqu'à ce jour. Nous assistons actuellement, dans le monde entier, à des tentatives d'économie dirigée et cela sous des régimes politiques très variés, au Japon comme en Russie, en Italie comme aux Etats-Unis. Une chose est juste, c'est que le droit privé de disposer du capital représente une très grave entrave pour tout plan économique, ce dont on s'aperçoit également du fait que dans les pays capitalistes, c'est au prix de difficultés énormes et en partie grâce à un empiètement sur l'économie privée, que l'on arrive à quelque chose. Il y a la possibilité d'aller plus loin encore et de supposer qu'une économie dirigée, réalisée au sein de l'économie publique tout entière, porterait un tel préjudice à l'économie privée que l'on ne parlerait plus du tout du capital privé. Mais cela ne nous permet pas de conclure qu'une économie dirigée ne peut être que socialiste. Il se peut fort bien que dans certains pays se forme une sorte de capitalisme d'Etat, la répétition du système mercantile sous de nouvelles formes, mais qui ne saurait être comparé à une économie socialiste.

Nous devons nous garder de prendre nos désirs pour des réalités. Nous ne pouvons pas créer par force une conception théorique de la réalité. Les théories sont fort bien lorsqu'elles servent à mieux éclairer la réalité. C'est au moment où l'on en fait des dogmes pour exprimer la réalité d'une certaine manière, mais en contradiction avec les faits que la théorie devient un danger. Et c'est précisément pour sortir des difficultés dans lesquelles elle se trouve, que la classe ouvrière doit apprendre à penser clairement en considérant et en interprétant les faits sans parti pris.